

MIGRATIONS

Décembre 2005

LE SÉISME AU PAKISTAN
UNE COURSE CONTRE LA MONTRE
POUR AFFRONTER L'HIVER



OIM Organisation Internationale pour les Migrations

Sommaire

Rédacteur en chef :
Jean-Philippe Chauzy

Rédacteurs :
Christopher Lom,
Jemini Pandya,
Niurka Piñeiro

Mise en page :
Susanna Kehusmaa

Photo de couverture :
Warrick Page / © IOM, 2005
Un jeune garçon de la vallée de Kaghan
reprend espoir avec l'arrivée des tentes
hollandaises livrées par l'OIM.

Migrations est publié tous les trois
mois en anglais, français et espagnol.
Pour tout renseignement et toute
correspondance, s'adresser à :

Organisation internationale pour les
migrations (OIM)
C.P. 71, CH 1211 Genève 19, Suisse
Tél : +41 22 717 91 11
Fax : + 22 798 61 50
E-mail : info@iom.int

L'OIM croit fermement que les migra-
tions organisées, s'effectuant dans des
conditions décentes, profitent à la fois aux
migrants et à la société tout entière. En
tant qu'organisme intergouvernemental,
l'OIM collabore avec ses partenaires au
sein de la communauté internationale afin
de résoudre les problèmes pratiques de
la migration ; de mieux faire comprendre
les questions de migration ; d'encourager
le développement économique et social
grâce à la migration ; et de promouvoir le
respect effectif de la dignité humaine et le
bien-être des migrants.

APRÈS LE TREMBLEMENT DE TERRE
au Pakistan, les secours de l'OIM gagnent
les sommets 3

DIRECTION L'AVENIR :
le Sri Lanka un an après 8

L'APRES-TSUNAMI
un pari sur l'avenir d'Aceh 12

PIÉGÉS AU MAROC :
des migrants en détresse reçoivent
l'assistance de l'OIM..... 16

UNE SECONDE CHANCE
pour les femmes victimes de la traite..... 18

LE SUPPLICE D' ELENA –
Histoire d'une victime de la traite..... 20

UN APERÇU DE LA TRAITE
des personnes en Europe de l'Est 23

QUITTER L'UKRAINE
pour émigrer légalement et en toute
sécurité 24

LA MIGRATION
dans les Caraïbes 26



APRÈS LE TREMBLEMENT DE TERRE au Pakistan, les secours de l'OIM gagnent les sommets

Chris Lom, OIM Islamabad

Le 8 octobre dernier, un séisme d'une magnitude de 7,6 sur l'échelle de Richter a frappé l'Afghanistan, le nord de l'Inde et le Pakistan, pays le plus gravement frappé des trois avec 73.000 morts, 70.000 blessés et plus de 3 millions de personnes sinistrées. L'OIM a monté une opération de secours humanitaire d'urgence : pendant six mois elle fournira abris, assistance sanitaire et transports terrestres. Pour financer ces activités, l'Organisation a lancé un appel de fonds pour un montant de 60,5 millions de dollars EU.

Une communauté attend d'être secourue dans la haute vallée du Kaghan.
(Photo: © Brian Kelly / IOM, 2005)

Après le tremblement de terre dans les hautes vallées du Cachemire sous contrôle pakistanais et de la province de la frontière du nord-ouest, le rôle des équipes de l'OIM est double : coordonner l'aide des autres organisations qui offrent des abris d'urgence, livrer des tentes et de l'équipement pour réparer les logements, et aider les survivants sans abri à survivre à l'hiver dans l'Himalaya.

« On commence tout en haut, puis on descend. Avant tout, il faut faire arriver des abris de fortune aux survivants des vallées inaccessibles, à plus de 1.500 mètres, puis livrer des tentes à plus basse altitude, donner des vêtements chauds et des couvertures, adapter des tentes déjà distribuées mais trop légères et améliorer leur isolation » déclare Steven Lennon, chef des opérations.

Depuis un mois, les organisations internationales et le gouvernement

pakistanais sont confrontés à l'équivalent logistique d'un ouragan – ils doivent secourir des villages reculés, en haute altitude, coupés du monde par des glissements de terrain, avant les fortes chutes de neige attendues au début décembre.

L'armée pakistanaise a dégagé sans relâche les routes, mais en fait ce sont les hélicoptères qui se trouvent au centre des opérations de secours. Malheureusement leur activité est menacée car seulement 15 pour cent des 550 millions de dollars demandés d'urgence par les Nations Unies ont été versés.

Les sommets étant déjà enneigés, la coopération interinstitutions, qui détermine ce que les organismes humanitaires doivent fournir – où et quand – est devenue essentielle dans cette course contre la montre. Pour réussir à dépêcher l'aide nécessaire au bon endroit, on recourt aux « clusters », des ensembles de secours



Les Chinooks américains et les camions de l'OIM forment une chaîne logistique pour apporter des secours dans les hautes vallées reculées. Base aérienne de Chaklala, Islamabad. (Photo: Warrick Page / © OIM, 2005)





L'OIM prend livraison des structures de tentes hollandaises, vallée de la Bedhi.
(Photo: Warrick Page / © OIM, 2005)

Au 9 novembre, l'OIM avait livré aux victimes du séisme au Pakistan 4.369 tentes, 60 kits de réparation pour les logements, 21.000 couvertures, 2.700 matelas et 6.100 feuilles plastiques. Elle avait également fourni plus de 300 camions aux organisations partenaires dont l'UNICEF, le HCR, Islamic Relief, World Vision, Oxfam, Samaritan's Purse et JEN.

formés pour chaque secteur, qui comprennent abris d'urgence, soins, eau, installations d'assainissement et moyens logistiques ; chaque ensemble est coiffé par un organisme responsable qui rassemble tous les acteurs présents, partage avec eux les informations et coordonne les opérations.

« En tant qu'organisme responsable de l'ensemble des abris d'urgence, il nous faut des renseignements précis sur la situation dans les zones touchées, puis nous les réunissons et les diffusons très rapidement pour qu'ils soient utiles à la fois aux organisations présentes sur le terrain et aux responsables gouvernementaux » nous dit le représentant régional de l'OIM au Pakistan, Hassan Abdel Moneim Mostafa.

Les coordinateurs de l'OIM à Islamabad, Muzaffarabad, Manshera, Bagh, Balakot et Batagram, assistés par du personnel détaché par le Départe-

ment pour le développement international (DFID) du Royaume-Uni et par la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FIRC), chiffrent les besoins et conseillent gouvernements et donateurs ; le personnel de l'OIM se sert de ces données pour cibler les interventions de l'Organisation.

« Dès le début, nous nous sommes intéressés aux endroits d'accès quasiment inaccessibles, où d'autres organisations ou l'armée n'étaient pas encore arrivées – avant tout à Allai dans la province de Batagram et Haveli à Bagh. Maintenant, nous nous occupons également de la vallée de la Neelum aux environs de Muzaffarabad et de la vallée du Kaghan près de Balakot » explique Steven Lennon.

L'OIM est présente à Haveli, une région reculée du district de Bagh proche de la ligne de démarcation des deux

◀ Les camions locaux sont au centre de la chaîne logistique des secours apportés par l'OIM. (Photo: Warrick Page / © OIM, 2005)



Les foyers dont le chef est une femme comptent parmi les groupes les plus vulnérables de la vallée de la Neelum et ils sont les premiers à bénéficier des abris d'urgence de l'OIM. (Photo: © Matt George / OIM, 2005)

Cachemire, l'un sous administration pakistanaise et l'autre indienne, où avec Islamic Relief nous distribuons 500 tentes à dôme pouvant abriter chacune dix personnes, 500 systèmes de chauffage, 500 matelas, 5.000 couvertures et 120 lits de camp, dons de l'armée hollandaise.

L'équipement, acheminé au départ du Pakistan vers Chaklala, base aérienne d'Islamabad, à bord d'avions cargo géants Antonov, est chargé dans des camions de l'OIM et transporté à Forward Kahuta, base militaire pakistanaise. Des hélicoptères Chinook de l'armée de l'air britannique, coordonnés par la cellule logistique conjointe des Nations Unies (UNJLC), transportent ensuite les tentes, de 200 kg chacune, de cette base jusqu'à l'héliport militaire du col de Haji Pir, à un peu plus de 1.500 mètres d'altitude, pour leur distribu-

tion dans les villages des vallées de Bedhi et de Mota.

« Les habitants du sommet du col n'ont encore reçu aucune aide et la neige interdit tout accès jusqu'en avril » affirme le coordonnateur d'Islamic Relief sur le terrain, Arshad Rashid, qui organisait des distributions de vivres dans cette région avant le tremblement de terre.

Les véhicules tout-terrain d'Islamic Relief et de l'OIM ont chargé les tentes à l'héliport pour les amener le plus près possible des villages dévastés des vallées. Elles iront aux familles sans abri déjà recensées par Islamic Relief et l'armée pakistanaise.

Toutefois, la logistique complexe de l'opération à Haveli peut sembler presque insignifiante face à celle de l'opération *Winter Race* – programme

de transport aérien par hélicoptère de petites équipes de l'OIM, d'Islamic Relief et de la FICR vers des villages isolés pour y juger des dégâts et donner aux familles sans abri des outils permettant de réparer leur logis.

Ce programme, qui concerne surtout la vallée de Neelum, près de Muzafarabad, repose sur des équipes autonomes de cinq personnes appuyées par des hélicoptères dont le ballet est coordonné par l'UNJLC et les Services aériens humanitaires des Nations Unies (UNHAS).

Ces équipes composées d'hommes, de femmes et de techniciens spécialisés dans la construction d'abris, vont de maison en maison pour se faire une idée des dégâts et identifier les personnes vulnérables. Ensuite, on appelle via satellite les hélicoptères qui amènent le matériel nécessaire.



Des villageois de la vallée de la Neelum s'aident d'outils donnés dans le cadre de l'opération *Winter Race* pour construire des abris avec du bois de récupération. (Photo: Brett Williams / © OIM, 2005)

L'équipement, acheté localement, et entreposé dans les bases avancées de Muzaffarabad et Batagram, comporte des tôles ondulées galvanisées, des feuilles plastiques, des marteaux, des clous, des pics, des scies, du fil électrique, des seaux et d'autres objets indispensables pour récupérer ce qui reste des maisons et construire une « salle chauffée » pour que chaque famille survive à l'hiver.

« On repère avant tout les habitants les plus vulnérables du village pour leur construire un abri. Les autres nous regardent faire et puis ils s'y mettent tous. Nous leur donnons du matériel et des connaissances, mais il s'agit avant tout de les convaincre de s'aider eux-mêmes » nous dit Bret Williams, membre de l'équipe de l'OIM.

L'OIM a commandé 10.000 lots d'équipement, dont le dernier devrait arriver le 25 novembre, et elle a demandé aux organismes partenaires de l'ensemble des abris d'urgence de fournir des matériaux et du personnel à ce programme. Trois bataillons du génie militaire pakistanais affectés aux secours d'urgence appuieront *Winter Race* ; le HCR a déjà envoyé une quantité importante de matériel.

« *Winter Race* offre aux populations des vallées habitant à plus de 1.500 mètres d'altitude une solution improvisée sans doute préférable à un campement en neige profonde. De nombreux habitants ne veulent pas descendre aux camps établis plus bas et nous pensons que cette solution ré-

duit au minimum les déplacements et tous les problèmes qu'ils comportent » dit Lennon.

Mais le temps en montagne devrait se dégrader un peu plus chaque jour et personne ne se berce d'illusions : le défi logistique auquel l'OIM et les autres organisations font face ne fera que grandir en novembre puis en décembre. La pluie et la neige qui limiteront les sorties d'hélicoptères pourraient entraîner de nouveaux glissements de terrain et bloquer d'autres routes.

L'autre problème majeur, commun aux organisations, est l'insuffisance de crédits nécessaires pour continuer à assister ceux qui, faute d'aide, ne survivront sans doute pas à l'hiver de l'Himalaya. ●



▲ **Un simple examen ophtalmique dans un dispensaire mobile peut faire toute la différence pour un survivant du tsunami.**

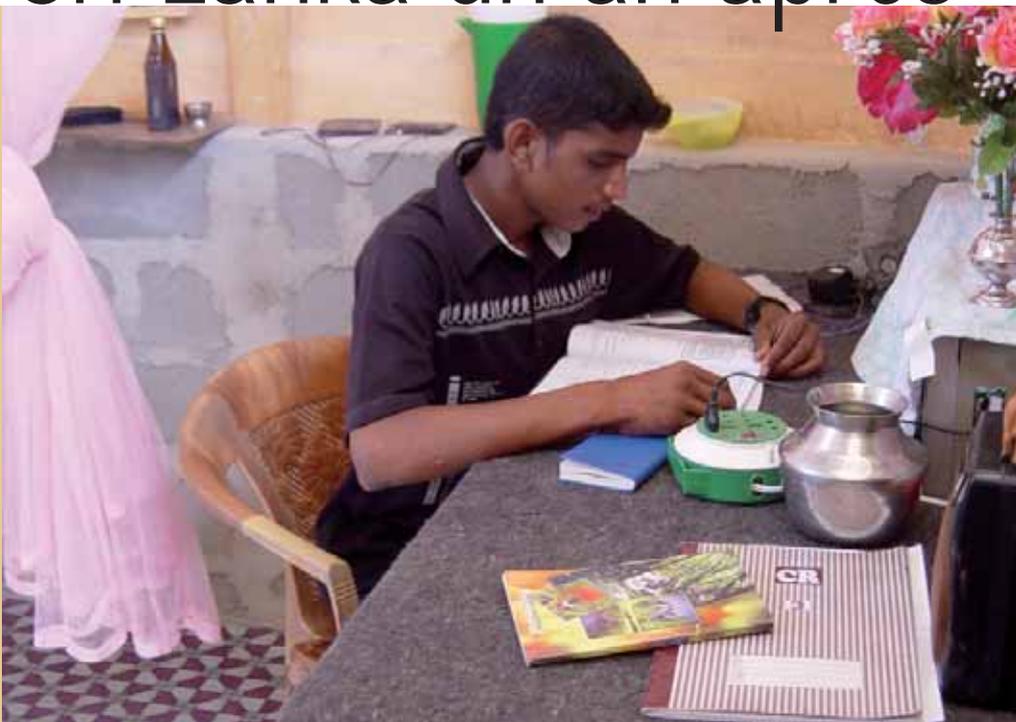
▶ **Kandapan Velmurrhu, l'un des nombreux assistés du programme de l'OIM pour le retour à une vie normale.**



DIRECTION L'AVENIR : le Sri Lanka un an après

Gina Wilkinson, OIM Colombo
et OIM Geneva

▶ **Y. Kamalathan, un survivant du tsunami, trouve dans le logement temporaire construit par l'OIM dans le district d'Ampara au Sri Lanka l'espace et la tranquillité dont il a besoin pour étudier.**
(Photo: Gina Wilkinson /
© OIM, 2005)



« J'étais très malheureux dans les camps. C'était la cohue, on y étouffait, on ne pouvait jamais être seul » raconte Kamalathasan, 20 ans, assis derrière un bureau encombré de livres, d'une lampe de lecture et d'un vase de fleurs.

« Maintenant, j'ai de l'espace pour étudier sans être dérangé et je peux me préparer à une vie meilleure » ajoute-t-il en disant qu'il se sent beaucoup plus à l'aise dans ce nouvel espace plus rassurant.

Ainsi parlait Kamalathasan en août 2005, à propos du logement provisoire mis à sa disposition par l'OIM et conçu pour durer au moins deux ans. C'est un des 5.775 logements que l'Organisation s'est engagée à fournir – grâce à des crédits du Japon, de la Grèce, de la Chine et du Service d'Aide humanitaire de la Communauté européenne (ECHO) – dans le cadre de ses efforts visant à redonner goût à la vie aux survivants du tsunami, qui a frappé l'île le 26 décembre.

En presque un an, l'OIM a déjà construit plus de 4.500 de ces logements de 60 m², qui reposent sur une fondation en béton et disposent d'électricité, d'eau courante, de sanitaires et d'une cuisine extérieure, et qui offrent une protection essentielle contre les éléments, particulièrement contre la mousson.

Varaxlomy, la mère de Kamalathasan, a cru à la fin du monde lors de cette catastrophe qui a coûté la vie à sa vieille mère de 68 ans et réduit sa maison en ruines dans la province d'Ampara, à l'est de l'île. « Maintenant que nous avons quitté le camp pour revenir sur notre terre, c'est comme si une deuxième chance nous était donnée » dit-elle.

Cette deuxième chance est la clé d'un vrai rétablissement pour les survivants du raz de marée, et, pour nombre d'entre eux, cela signifie avoir une vraie maison avec un toit et non pas vivre sous la tente.

« Lorsque j'ai vu une vague haute comme un cocotier avancer vers le village, j'étais sûr que ma femme n'en réchapperait pas car à cette époque sa grossesse touchait presque à sa fin », se rappelle Suvendar, le voisin de Kamalathasan. Fort heureusement,

sa femme a survécu et une petite fille est venue se joindre à l'autre enfant en bas âge du couple.

« J'étais très inquiet et préoccupé quand ma femme a dû accoucher dans un camp de secours bondé. Mes enfants souffraient terriblement de la chaleur permanente, mon aînée était si malheureuse qu'elle ne mangeait ni ne parlait plus » explique-t-il. « Mais maintenant notre logement est entouré d'arbres qui donnent de l'ombre, et à mesure que des voisins prennent possession de leurs logements provisoires, les enfants jouent avec leurs anciens amis et sont à nouveau heureux. »

Suvendra et Kamalathasan ont la chance d'avoir pu laisser derrière eux les événements tragiques de décembre passé. Leurs logements provisoires ont été construits sur un terrain qui leur appartient.

Malheureusement, cela n'est pas chose à la portée de centaines de milliers d'autres survivants. Pour les protéger contre d'autres tsunamis, le gouvernement sri lankais a créé des zones tampons et interdit la construction de maisons à moins de cent mètres, et dans certains cas de deux cent mètres de la mer. Ces règles ont été assouplies en octobre et les prescriptions concernant une nouvelle zone tampon dépendent désormais de l'administration locale. Mais plusieurs années pourraient s'écouler avant que les déplacés par la catastrophe ne retrouvent un logement permanent car il faut trouver de nouvelles terres pour les anciens habitants du littoral et il y a, à la fois, manque de matériaux de construction et de main-d'œuvre qualifiée.

Ce retard pourrait influencer sur une reprise et une réhabilitation à long terme des communautés, même si les avantages d'une réintégration aussi rapide que possible de la population dans des logements et dans des communautés de travail sont évidents.

Les logements temporaires de l'OIM peuvent également aider au retour à une vie normale en se transformant en centres communautaires ; c'est ce qui s'est passé à Vattavan dans le district est de Batticaloa.

« On a beaucoup d'espace pour jouer et il y a toujours plein de jeux

et d'activités », nous dit Danujan dont la famille a vécu plusieurs semaines sous la tente avant de passer à un logement temporaire de l'OIM à Vattavan. « Je viens ici tous les jours après l'école et j'ai un tas de nouveaux copains » ajoute-t-il avant de se ruer vers les balançoires et les toboggans nouvellement installés sur le terrain de jeux.

Il est vital de donner temps et espace aux enfants pour qu'ils jouent et expriment leurs émotions. Les adultes bénéficient aussi – mentalement et pécuniairement – des centres communautaires de l'OIM.

Nirosha Chandrakumar, 25 ans, élue au nombre des leaders du camp de Vattavan par les autres résidents, leur apprend maintenant à coudre dans un atelier où se trouvent deux machines à coudre.

« J'avais un peu travaillé comme couturière. Je suis heureuse, même si ce n'est qu'avec peu de chose, d'aider les autres à s'occuper, à apprendre, et à continuer à vivre, » dit-elle. « Seize personnes participent aux classes de couture et elles peuvent déjà se rendre utiles à leur famille; elles en sont fières. »

Ce n'est pas la seule activité qui tend à assurer le bien-être psychologique des survivants. Des centres faisant partie d'un programme psychosocial de l'OIM – financé par le Japon, la Corée du sud, la Pologne et les États-Unis – abritent des cours du soir, des activités artistiques, des ateliers voués aux problèmes de santé et à la protection des enfants, ainsi que des événements culturels.

Les liens noués dans la nouvelle communauté, que forment les occupants des logements temporaires de l'OIM, le sont à jamais, et déjà de nouveaux modes de vie se font jour. Le cours normal de l'existence reprend, élément essentiel de tout vrai programme de réhabilitation. Quelque 400.000 personnes ont perdu leur source de revenus, balayée par les vagues gigantesques. Une partie importante des programmes de l'OIM au Sri Lanka, après la catastrophe, consiste à aider à retrouver une source de gains, ou dans certains cas, à aider des familles, qui ont perdu leur soutien principal, à acquérir de nouvelles aptitudes pour



Des enfants déplacés par suite de la catastrophe jouent dans un centre communautaire de logements temporaires de l'OIM construit dans l'est du Sri Lanka. (Photo: Gina Wilkinson / © OIM, 2005)

qu'un de ses membres les prenne en charge.

Dans cinq districts frappés par le tsunami, plus de 3.000 familles ont reçu une aide pour retrouver des moyens d'existence dans divers domaines, dont l'habillement, la riziculture, les métiers de base et l'élevage.

En passant des partenariats avec des organisations non gouvernementales (ONG) ou des organisations de proximité comme la Croix-Rouge du Sri Lanka, l'OIM a pu atteindre une grande partie de la population. Un partenariat avec l'Institut sri lankais pour le développement humain et la formation (IHDT) a permis d'aider à rendre autonomes des groupes particulièrement vulnérables, telles les familles dirigées par une femme, dans le district de Kalutara.

Le maintien du riche patrimoine artisanal traditionnel du pays est un autre avantage de l'assistance offerte à des femmes qualifiées ou à des artisans pour qu'ils reprennent leurs anciennes activités.

Kandapan Velmurrhu, qui travaille le cuivre à Ondachchimadam, est une des nombreuses personnes que l'OIM a pu aider grâce aux financements de la Grèce, des États-Unis et de l'ECHO.

« Mon grand-père et mon père travaillaient le cuivre et j'ai appris le métier avec eux, il y a cinquante ans » se souvient-il. Kandapan a vu les flots engloutir son foyer et l'atelier où il fabriquait de tout, depuis les statues de dieux hindous richement ornées destinées à des temples jusqu'à de modestes bols à riz, bien utiles cependant.

L'OIM lui a remis des outils et un stock de cuivre pour qu'il puisse reprendre son mode de vie traditionnel.

« Maintenant que j'ai recommencé à travailler, il n'y a plus de place pour les soucis. Je suis aujourd'hui beaucoup plus confiant d'un retour à la normale », nous déclare-t-il alors que ses nombreux petits-enfants l'observent en train de polir un plateau en cuivre jusqu'à lui donner un beau brillant.

« Malgré les souffrances causées par le tsunami, j'espère qu'au moins un de mes petits-enfants perpétuera la tradition établie au fil des générations, et que ma famille pourra à nouveau prospérer » ajoute-t-il.

Les ravages provoqués l'an passé ont été tels qu'il faudra longtemps avant que chacun des sinistrés ne se remette à envisager l'avenir avec espoir et optimisme. Offrir un abri, les moyens de gagner sa vie et de faire à nouveau partie d'une communauté épanouie sont, pour une organisation comme l'OIM, des éléments critiques de tout programme de réhabilitation. Mais, il existe d'autres aspects tout aussi importants, tels une bonne santé et la sécurité personnelle.

Des campagnes d'information sur la prévention des maladies et l'hygiène du milieu, des campagnes de vaccination par exemple contre la varicelle, l'approvisionnement en eau claire, des systèmes d'assainissement dans plusieurs districts, des dispensaires mobiles où peuvent se traiter des infections, sont quelques-unes

des activités que l'OIM exécute dans le domaine sanitaire.

Pour un survivant, un contrôle ophtalmique simple dans un dispensaire mobile peut faire toute la différence.

Les personnes souffrant de cataracte peuvent se faire opérer, celles qui voient mal reçoivent des lunettes, et celles qui souffrent d'une infection aux yeux sont soignées.

« Améliorer la vision ne signifie pas seulement améliorer la condition médicale », dit le docteur Qasim Sufi, coordonnateur des questions de santé pour l'OIM, « c'est également rendre à la personne une qualité de vie. Après le tsunami, il est important que les gens puissent faire à nouveau comme avant car la simple perte de lunettes peut limiter vos activités de façon dramatique. »

La visite de Vitusan, un garçon de sept ans du district de Jaffna, au nord de l'île, à un des dispensaires mobiles de l'OIM a changé sa vie. L'équipe de soignants a diagnostiqué une surdité congénitale du jeune garçon et un simple appareil acoustique a mis fin à sept années de silence et lui a permis de commencer une nouvelle vie.

Les déplacements peuvent accroître la vulnérabilité des femmes et des enfants ; l'OIM mène des campagnes d'information sur les dangers de la traite des personnes, sur une sensibilisation au VIH/SIDA et sur les liens qui existent entre ces deux thèmes et les projets de subsistance destinés aux familles extrêmement vulnérables.

« Il y a tellement de choses qui rentrent en jeu quand on essaie d'aider les gens à redémarrer » explique Christopher Gascon, chef de mission à l'OIM au Sri Lanka. « On ne peut pas aborder un problème sans tenir compte de ses causes et de ses effets, c'est pour cela que dans tous nos programmes nous essayons d'avoir une approche d'ensemble. C'est comme cela que les gens peuvent tirer le meilleur parti d'un nouveau départ et envisager l'avenir en confiance ». ●

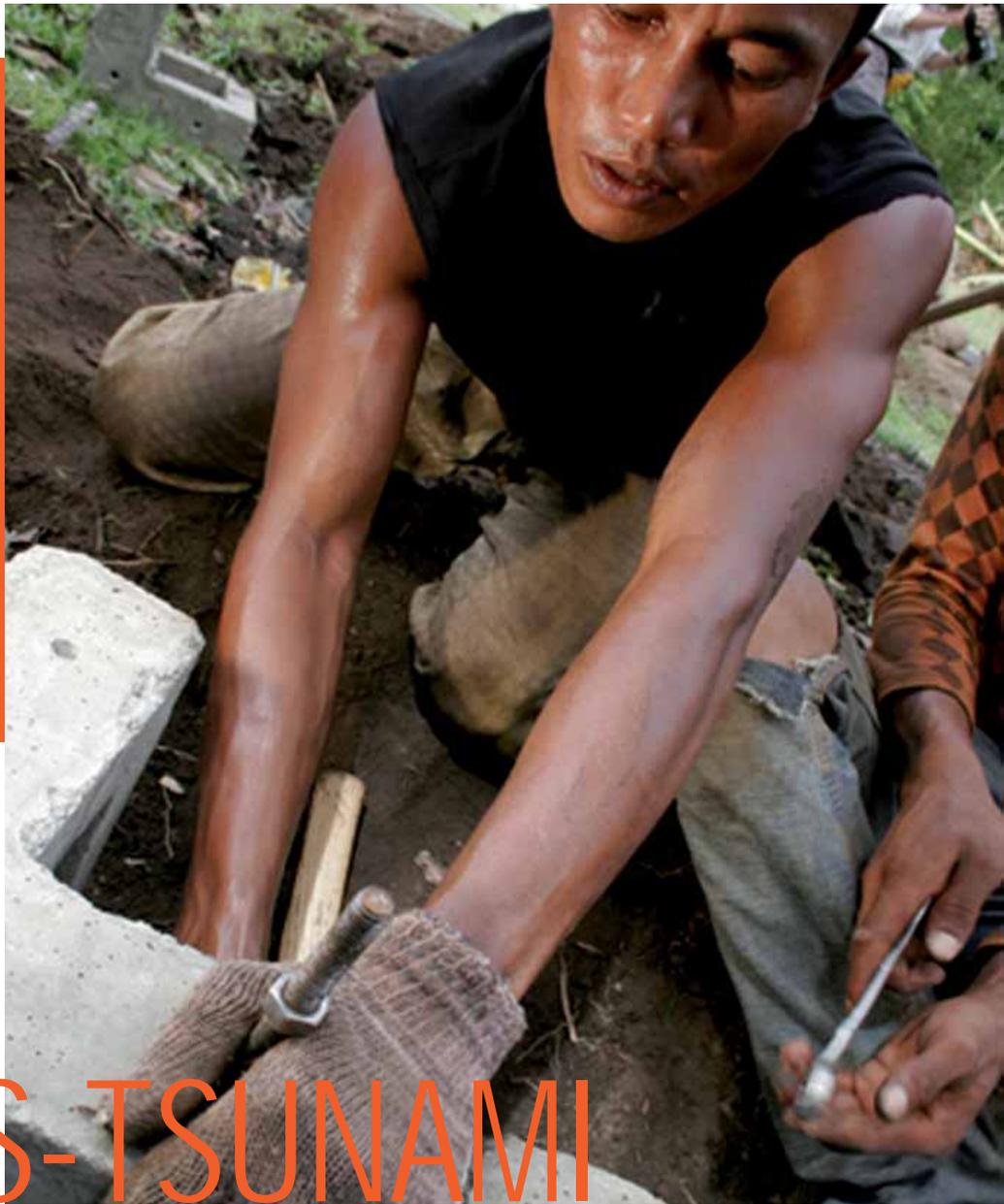
Nirosha Chandrakumar enseigne la couture dans un centre communautaire construit par l'OIM à Vattvan, district de Batticaloa, Sri Lanka.



T. Suvendra et sa famille ont survécu au tsunami et sont revenus sur leur terrain où a été construit un logement temporaire de l'OIM à Thampatti, district d'Ampara, Sri Lanka.



« Le tsunami a frappé diversement la population et les communautés, mais toutes, même celles qui n'habitent pas le long des côtes, ressentent la même chose face aux effets de cette catastrophe sur l'économie et face aux possibilités d'avenir. »



Paul Dillon, OIM Banda Aceh

L'APRES-TSUNAMI

un pari sur l'avenir d'Aceh



Une semaine avant la fin du ramadan, le marché le plus fréquenté de Banda Aceh bruisse d'activité, et, suivant une scène répétée à l'envi dans le monde de l'Islam, des femmes vêtues pour la fête se glissent dans les rues étroites encombrées de balles de coton, de pièces de soie, de pâtisseries fraîches et de bijoux traditionnels à la recherche de cadeaux dignes de la célébration à venir.

Mais cette année, après que le tsunami eut coûté la vie à environ 160.000 de leurs amis ou voisins, il règne une pesanteur et une émotion inaccoutumées à mesure que les communautés d'Aceh se réunissent pour marquer la fin du ramadan pour la première fois depuis la catastrophe.

Au-delà de l'épouvantable coût en vies humaines, le raz de marée a emporté les moyens de subsistance de dizaines de milliers de personnes, d'agriculteurs, de pêcheurs et de petits artisans qui ont lutté pour leur survie pendant des décennies de conflit et d'isolement dans cette province la plus septentrionale de l'Indonésie.

« Les gens et les communautés ont été frappés diversement par le tsunami, mais ils partagent – même avec les habitants de l'intérieur – le même sentiment quant à ses effets sur l'économie et à leur façon d'envisager l'avenir » dit Marites de la Cruz, chef de la section de l'OIM chargée des questions de subsistance à Aceh : « Par chacune de nos activités, nous nous efforçons de donner de l'espoir ».

En août, l'OIM a remis plus de 1.200 étals temporaires aux services de l'administration locale de la capitale de la province. Des centaines d'autres sont construits dans les îles éloignées de Nias et de Simeulue.

Adi Mitari en est un des bénéficiaires. Père de trois enfants, il a comme tant d'autres dû se battre depuis qu'un mur d'eau noire s'est abattu sur le marché



Des ouvriers au travail lors de la seconde phase du programme de reconstruction de logements mené par l'OIM à Cot Paya, Banda Aceh.

de Pasar Aceh, un dimanche après-midi ensoleillé du mois de décembre passé, noyant des centaines de personnes et emportant sa seule source de revenus.

« Après le tsunami, tout a été très difficile pour nous, le petit peuple » dit-il. « Nous avons tenté d'ouvrir des échoppes, sans succès. Maintenant, avec ce petit étal, je retrouve confiance dans l'avenir. Notre vie s'améliore. Les affaires tournent. »

Le 26 décembre 2004, un tremblement de terre et un raz de marée ont changé à jamais la physionomie et la société de la province d'Aceh. Alors que ses camions apportaient les premiers secours, l'OIM, déjà soucieuse de répondre aux besoins à plus long terme de la population d'Aceh, signait avec le gouvernement indonésien un accord portant sur la construction de 11.000 logements provisoires et sur la mise en place de programmes médicaux de soutien appropriés. Reconstruire l'économie ruinée fait partie de cet engagement.

Un soutien à l'agriculture, à la pêche et au micro-crédit, ainsi que des programmes de formation ont bénéficié à plus de 3.500 familles dans les régions sinistrées. Certains des programmes visaient à combattre les trafics. D'autres sont actuellement mis en œuvre par l'OIM, au milieu des ruines, pour encourager les communautés à se relever.

Aujourd'hui, plus de 5.000 survivants perçoivent un salaire en travaillant

pour une des 16 entreprises du programme de construction de l'OIM. Cet argent passe ensuite dans l'économie locale. L'OIM a des projets de construction dans 11 districts touchés par le tsunami, tout au long des 600 km de littoral qui vont de Lhokseumawe à la capitale provinciale, et de Banda Aceh à Singkil au sud-ouest.

Le projet de construction englobe désormais la création de milliers d'étals de marché semblables à ceux de Pasar Aceh, 200 écoles provisoires réalisées en collaboration avec l'Unicef, des moyens de formation à l'économie de subsistance, des dispensaires et des logements pour les enfants seuls.

Au nombre des milliers des bénéficiaires des logements provisoires de l'OIM se trouvent une douzaine de familles arrivées à la fin septembre. Après neuf mois dans un camp de tentes, elles se sont installées à Gue Gaja, un endroit pittoresque coïncé entre des rizières et une colline *kampung* proche de Banda Aceh, où un terrain est mis à leur disposition gratuitement par son propriétaire pour les deux années à venir.

Les logements temporaires de trois pièces d'une surface de 36 m² et à l'épreuve des tremblements de terre sont de conception indonésienne. Ils peuvent être rapidement démontés et ensuite remontés en tant que structure permanente sur des terres affermées.

Les chefs de huit foyers de Gue Gaja sont des veuves ; elles comptent parmi les premières à recevoir une aide à

◀ Fitriana Nur (Ana), assistante du programme de lutte contre la traite de l'OIM, au travail avec des femmes participant à des activités rémunératrices destinées à réduire leur vulnérabilité.

Redonner vie au marché de Banda Aceh : une des réussites des efforts de l'OIM pour rétablir des conditions de vie normales.
(Photo: Jonathan Perugia / © OIM, 2005)



Des habitants d'Aceh heureux de revenir à une vie normale grâce à l'OIM.

la subsistance adaptée à chacune des communautés qu'assiste l'OIM.

Deux jours à peine après une formation à la gestion d'une petite entreprise, on leur confie des fours et tous les ingrédients nécessaires pour lancer une coopérative de boulangerie. Ces femmes sont sûres de trouver un créneau prospère après la saison festive.

« Évidemment, ça marchera très bien maintenant, pendant la période des fêtes, mais je suis convaincue qu'on

aura aussi beaucoup de clients après » affirme Cut Malahayati, 21 ans. « Nous allons adapter notre production et trouver de nouveaux débouchés. S'il s'agit d'employés de bureau, ils auront une réduction. Puis, plaise à Dieu, on se développera hors de cette région ».

L'OIM s'intéresse également à l'avenir de cette province mal équipée sur le plan médical. Deux jours après la catastrophe, les premières équipes d'intervention de l'Organisation se trouvaient déjà à Banda Aceh pour y sauver des vies. Depuis lors, l'équipe chargée des soins de santé a coordonné la construction de 37 dispensaires satellites. Le personnel du service sanitaire provincial (PHO) s'y occupera d'environ 45.000 patients. Elle a également assuré la formation de quelque 250 médecins et de non-professionnels aux diagnostics de santé mentale et aux techniques d'orientation.

En collaboration avec l'Organisation mondiale de la Santé et avec le PHO, l'OIM a aussi lancé un programme de proximité visant à revitaliser la santé (CRPH). Il s'agit de reconstituer l'infrastructure sanitaire, matérielle et humaine dans cinq sous-districts éloignés de la côte ouest. Qui plus est, l'OIM a conclu un partenariat stratégique avec la Harvard Medical School de Boston qui permet à de jeunes médecins d'acquérir une expérience pratique sur le terrain.

« Le CRPH est vraiment un programme important pour la région » explique Jess Grayman, un anthropologue médical de Harvard qui travaille à Meuraboh, un des sous-districts de la côte ouest, à 11 heures de route de la capitale. « Nous avons pu renforcer la structure de ces bâtiments endommagés par le séisme et le raz de marée. Ils sont à nouveau équipés et disposent même de matériel inconnu auparavant pour améliorer leurs capacités. En plus, des formations ont lieu qui aident vraiment tout le personnel médical de ces communautés ».

Le seul médecin du cru déclare que les ouvrages médicaux datent d'il y a dix ans et que personne ne se souvient du dernier cours de recyclage.

« L'OIM propose actuellement des formations utiles et reconstruit les

puskesmas (dispensaires publics locaux) et les *polindes* (centres de soins de village). Elle met également à disposition des moyens de transport comme des motos ou des ambulances » dit le docteur Muhammad Wukansah. « Personnellement, je trouve tout ça très positif. Avant le tsunami, je ne connaissais pas cet équipement, mais grâce à Dieu, nous allons maintenant pouvoir améliorer la qualité de notre travail. »

L'intérêt de l'OIM pour l'avenir d'Aceh se manifeste également par des mesures de lutte contre les trafics. Des programmes visant à assurer la subsistance de chacun existent dans les zones susceptibles de devenir la cible des trafiquants. Viennent s'y ajouter des informations ponctuelles, des campagnes via la radio ou la presse écrite et une formation de formateurs réalisée de concert avec des groupements locaux de femmes.

Même si la question était ici moins d'actualité avant le raz-de-marée que dans d'autres parties de l'Indonésie, l'OIM a confirmé l'existence de cas d'asservissement sexuel de femmes d'Aceh envoyées dans des bordels du pays après qu'on leur eut promis un emploi dans une entreprise à l'étranger.

Dans un minuscule magasin de Pidie, district à plusieurs heures de route au sud-est de Banda Aceh, quatre jeunes femmes cousent un fil d'or sur des vêtements de noces. Au mur, une photographie du propriétaire, Ibu Wataniyah, prise en 1995 alors qu'il recevait un prix des mains de l'ancien président Suharto dans la lointaine Jakarta.

« Quand nous sommes arrivés pour la première fois dans ce village, nous y avons trouvé beaucoup de jeunes, surtout de jeunes femmes – des proies faciles pour la traite » nous dit Firiana Nur, chef du programme de lutte contre la traite de l'OIM à Aceh. « Leurs familles avaient tout perdu avec le tsunami. Ces jolies jeunes filles se trouvaient là, sans aucune compétence, ignorantes des dangers du monde au-delà de leur *kampong*. Mais elles désiraient apprendre et acquérir des compétences pour gagner leur vie et soutenir leurs familles. C'est pour ça que nous avons lancé ces programmes ».

Dans le district voisin de Bireuen, le soleil se couche sur une autre activité prometteuse. La quasi-totalité du petit village de Matang Pase a été engloutie en décembre par les flots. Le sol s'est imprégné de sel, rendant inutilisables les terres arables exploitées habituellement. À la demande des chefs de la communauté, l'OIM a fourni de la chaux, une formation à l'utilisation des engrais organiques et une nouvelle batteuse. Quarante hectares de terres nouvelles ont été défrichés, et aujourd'hui ces nouvelles rizières ont un rendement étonnant de 30 pour cent supérieur au précédent.

Le visage et la tête protégés contre la chaleur, Ainiyah Abdullah est assise sur un tas de balles de riz, haut d'un mètre « Nous avons tout perdu avec le tsunami, tous mes tissus, mon magasin » dit-elle. « Aujourd'hui, je travaille à nouveau la terre, mais au moins je peux commencer à penser à l'avenir ».

Marzuki Abdullah, un agriculteur de 50 ans au visage buriné, s'exprime plus carrément : « Dari ujung oek ke ujung engaki » nous dit-il en s'inclinant comme pour prier.

« De la tête aux pieds, merci à tous ». ●



Préparer l'avenir – Ainiyah Abdullah, de retour aux champs, récolte à nouveau le riz. (Photos: Jonathan Perugia/© OIM, 2005)



PIÉGÉS AU MAROC :

des migrants en détresse reçoivent l'assistance de l'OIM

Le 13 octobre, 220 migrants irréguliers originaires du Mali sont rentrés volontairement dans leur pays à bord d'un avion spécialement affrété par l'OIM, sur demande des gouvernements marocain et malien, au départ de la ville d'Oujda au nord-est du Maroc.

Comme aucun des migrants ne détenait de documents de voyage, un laissez-passer collectif a été signé par un agent consulaire malien à Rabat. Il les avait rencontrés quelques jours auparavant pour s'assurer de leur nationalité avant de faire figurer leur nom sur la liste et de signer et sceller le document. Chacun d'entre eux a signé une déclaration de retour volontaire. Nombreux sont ceux qui ont apposé une empreinte digitale en guise de signature.

Jean-Philippe Chauzy de l'OIM s'est rendu à Oujda pour s'entretenir avec des migrants en détresse et tenter de comprendre ce qui les a poussés à courir tant de risques à la poursuite d'un rêve illusoire.

Bourama, 38 ans, a les traits tirés et paraît épuisé. Vêtu d'une veste élimée trop grande pour lui, de pantalons informes et d'un survêtement usé et rapiécé à l'aide de ruban adhésif, il est assis sur un mince tapis coloré dans une salle de sport d'Oujda et pense à ses six mois de calvaire dans des endroits parmi les plus inhospitaliers d'Afrique.

« Les passeurs nous ont abandonnés dans le désert après nous avoir dépouillés de nos affaires. Nous avons survécu grâce à la générosité des bergers locaux qui nous ont donné à manger et à boire » dit Bourama en jouant nerveusement avec son *gri-gri*, un porte-bonheur que lui a donné un marabou avant qu'il ne quitte sa maison dans les faubourgs de Bamako.

« Les voleurs ont trouvé les économies que je cachais dans la doublure de ma veste et ils ont également pris notre seul téléphone portable » se plaint-il. Pour la plupart des migrants qui

tentent d'arriver en Europe, un téléphone portable est vital pour garder le contact avec la famille restée au pays, ne serait-ce que pour leur demander un peu d'argent pour payer les passeurs et accomplir une autre étape de leur périlleux voyage vers le nord.

« Je rentre à Bamako les mains vides, mais au moins je suis vivant ».

Comme Bourama, les migrants d'Afrique subsaharienne qui se lancent dans cette odyssée de 3.000 km ignorent les risques qu'ils vont prendre et pensent que leur résilience et leur inventivité leur permettra de s'en tirer lorsque l'argent viendra à manquer. Quand on a demandé à Bourama comment il ferait pour recharger son téléphone portable au beau milieu du désert, il a expliqué, un éclair dans les yeux, comment faire avec des piles de type AA et du fil électrique.

Mais il est venu à bout de ses économies, de ses forces, de ses ressources, et son optimisme s'est évanoui. La seule chose qu'il veuille à présent c'est rentrer chez lui.

Nouhoum, 19 ans, qui, il y a quelques jours, essayait de franchir les barrières séparant le Maroc de l'enclave espagnole de Melilla, dit qu'il est d'accord : « On a tous trop souffert. Arrivés aux grilles, nous avons été violemment repoussés. C'était le chaos, certains de mes frères se sont fait marcher dessus. Je rentre à Bamako les mains vides, mais au moins je suis vivant. »

Quand on lui demande s'il connaissait avant de partir les risques encourus, il hausse les épaules et dit : « J'ai pas de travail à Bamako. J'ai décidé de partir quand un de mes frères aînés m'a envoyé 500.000 francs CFA (900 dollars EU) pour que je puisse le rejoindre et travailler avec lui sur un chantier en France. Je veux vraiment aller travailler là-bas et économiser de l'argent pour l'envoyer à ma famille ».

Comme tous les autres migrants de la salle de sport d'Oujda, il ne rapportera

chez lui qu'une chaude couverture synthétique – don des autorités marocaines, de mauvais souvenirs et une dette.

Saibou, originaire de la région pauvre de Kayes à l'ouest du Mali, agrippe sa couverture et sa carte d'embarquement orange de l'OIM qui porte un numéro. « Je rentre avec 5 francs en poche et beaucoup de tristesse. En vendant dans la rue des vêtements usés, j'avais économisé franc après franc pendant plus de trois ans. Un jour, j'ai rencontré quelqu'un qui m'a dit qu'il pouvait m'aider à passer en Espagne, puis en France, et j'ai décidé de tenter ma chance. Je lui ai donné une partie de mes économies et, une fois hors du Mali, ça a mal tourné. J'ai dû payer pour chaque étape du voyage, et je me suis vite retrouvé sans le sou. »

Saibou, d'abord avare de détails sur les passeurs et les routes qu'ils ont empruntées, lui et les autres, pour aller au Maroc, livre finalement quelques explications.

Il a d'abord été à Gao dans l'est du Mali, puis a passé trois jours à bord d'un vieux camion pour remonter vers la frontière algérienne. Une fois en Algérie, il a fait quelque 500 km jusqu'à Tamanrasset, puis Ghardaia dans la vallée asséchée du M'Zab avant de franchir la frontière avec le Maroc.

D'autres disent avoir voyagé vers la Mauritanie voisine pour atteindre Nouadhibou, ville frontière, ou avoir transité par la Libye avant d'entrer en Algérie ou en Tunisie.

Tous évoquent des cheminements interminables et des changements incessants de destination. « Lorsque finalement on a franchi la frontière algérienne à l'est d'Oujda, il a fallu marcher douze jours pour atteindre Rabat » dit Saibou. « On nous a dit qu'on nous amènerait à l'enclave espagnole de Ceuta, mais finalement on a été à Melilla où les chances de passer semblaient meilleures ».

Mais Melilla et Ceuta restaient inaccessibles. Bourama explique : « Il faut être costaud pour passer les grillages. Ceux qui y arrivent sont appelés

Gorko, ce qui, en langue peul, signifie « homme fort ». Il s'agit vraiment de l'être pour arriver à passer ».

Mamadou Diakite travaille pour AIDE, une organisation non gouvernementale sise à Bamako, qui offre conseils et assistance à ceux qui rentrent au pays. Il confirme que certains migrants passent jusqu'à deux ans sur les routes et paient plus de 2 millions de francs CFA (2.000 dollars EU) à des passeurs et autres intermédiaires.

« Ils ont tous été meurtris par cette expérience, soit dans leur chair soit dans leur âme » dit Mamadou. « Ils ont honte de rentrer à la maison les mains vides et cet échec les obsède ».

Ils sont nombreux à souffrir de dépression et à avoir besoin d'une aide et d'une assistance régulière, ce qu'efforce d'offrir sa petite ONG, nous dit-il.

Même si, récemment, les médias ont parlé d'une recrudescence de la pression migratoire sur Ceuta et Melilla, les autorités espagnoles affirment que les tentatives de passage vers ces enclaves ont fortement diminué : 12.000 aujourd'hui, contre 55.000 en 2004.

« Le nombre de tentatives a peut-être baissé à Ceuta et Melilla » ajoute Mamadou, « mais le problème persistera tant que les jeunes Maliens ne seront pas sûrs d'avoir un avenir dans leur pays. Une façon de réduire les pressions migratoires serait d'investir dans les régions les plus pauvres, d'offrir des micros-crédits aux jeunes qui ne demandent qu'à monter une petite affaire pour pouvoir vivre. Ils sont courageux, travaillent dur et ils réussiront si on leur donne la possibilité de réaliser leur rêve d'une vie meilleure. » ●

« Dans le désert nous étions la proie des passeurs qui nous ont dépouillés. Nous n'avons survécu que grâce à la générosité des bergers locaux. »



UNE SECONDE CHANCE

pour les femmes victimes de la traite

Noortje Verhart, OIM Hanoi

Au Viet Nam, la ville de Ha Long, dans la baie spectaculaire du même nom, arbore ses hôtels de luxe, ses tours d'appartements, et ses lumières éclatantes qui attirent des touristes des quatre coins du monde.

De jour, les visiteurs se pressent à bord des bateaux pour admirer les extraordinaires têtes de rochers de la baie. De nuit, ils se rendent dans les restaurants, discothèques et bars de karaoké, nombreux et prospères dans la ville.

La province chinoise de Quang Xi n'est qu'à trois heures de voiture, et même moins en bateau. Les échanges commerciaux comme les flux migratoires entre les deux pays sont en plein essor. Désormais, une nouvelle autoroute relie Ha Long à la frontière.

Mais de l'économie vietnamienne récemment libéralisée, les touristes nantis ne représentent en fait que l'aspect flatteur qui ne doit pas faire oublier les migrants pauvres de l'arrière-pays rural, nombreux à gagner difficilement leur vie en vendant des fruits devant les hôtels de luxe ou les lieux d'amusement.

Pour les femmes dépourvues de toute formation, issues des villages ruraux du Viet Nam, un emploi dans l'industrie du spectacle en pleine expansion ou

en Chine, au-delà de la frontière, est synonyme de richesse incalculable. Mais en réalité, l'emploi rêvé se révèle souvent être celui de domestique asservie ou de prostituée.

Les passeurs ont vite compris les avantages qu'ils pouvaient tirer du commerce de la chair entre les deux pays. Une fois entrées illégalement en Chine, les Vietnamiennes, confrontées au barrage de la langue et aux différences culturelles, sont très vulnérables. Certaines d'entre elles sont forcées à se prostituer, d'autres à se marier, d'autres encore à travailler.

Mlle X a échoué dans un bordel en Chine, amenée là par une de ses connaissances habitant la même ville proche de la frontière. « Je n'ai pas réalisé que nous avions passé la frontière. Je m'en suis seulement rendu compte lorsque j'ai entendu parler chinois » dit-elle.

À son arrivée, elle a été vendue à un bordel et a dû travailler pour rembourser l'argent prétendument versé



Des victimes de la traite, dont nous avons masqué les traits pour protéger leur identité, suivent un apprentissage en vue d'un nouveau départ dans la vie. L'industrie du tourisme de Ha Long recherche désespérément des cuisiniers.

par le propriétaire de l'endroit au passeur.

« On ne m'a pas dit pourquoi je devais de l'argent. On m'a simplement dit que je devais travailler de longues heures pour rembourser ma dette. Et qu'après cela je pourrais gagner de l'argent pour moi » se rappelle-t-elle.

Plus tard, Mlle X a réussi à s'échapper, mais elle affirme qu'il y a d'autres Vietnamiennes vivant la même situation dans le même bordel.

On a fait passer clandestinement la frontière à Mlle Y pour la forcer à épouser un Chinois et à travailler dans sa ferme familiale. Elle a finalement réussi à rentrer au Vietnam avec son fils de six ans.

Un avenir sombre attend souvent les Vietnamiennes victimes de la traite lorsqu'elles rentrent au pays, surtout dans les collectivités rurales. Elles y sont souvent considérées comme des prostituées et des marginales ; il leur est difficile de se marier ou de trouver un emploi et elles n'ont pas d'autre choix que de se prostituer à nouveau.

En juillet 2005, l'OIM s'est attaquée au problème en ouvrant un centre de formation professionnelle à Ha Long qui propose diverses options d'emplois aux femmes revenant de Chine ou aux femmes vulnérables.

« En étudiant le marché de l'emploi à Ha Long, nous nous sommes rendu compte que l'industrie touristique de la ville recherchait désespérément des cuisiniers et des personnes sachant parler anglais et chinois » déclare le chef de mission de l'OIM à Hanoi, Andy Bruce.

Le centre de formation, qui fonctionne en internat, offre une formation dans ces domaines et propose des cours utiles pour la vie quotidienne qui portent sur la prise de décision, les méthodes de responsabilisation et la santé.

Le centre a ouvert ses portes à un premier groupe de 25 jeunes femmes choisies par l'Union des femmes de la province de Quang Ninh et par l'OIM. Mlles X et Y étaient du nombre, ainsi que des mères célibataires sans travail et sans moyens de subsistance qui souhaitaient travailler dans l'industrie touristique.

Pendant les six mois qu'elles passent au centre, ces femmes bénéficient du soutien d'une assistante sociale formée par un centre appuyé par l'UNICEF et elles ont accès à des soins de santé gratuits.

Le centre expose sans détour les problèmes posés par l'intégration, ce qui n'ébranle pourtant pas l'optimisme grandissant des participantes quant à leur avenir, indépendamment de leurs expériences passées, souvent atroces.

« Le centre nous offre beaucoup de possibilités, c'est un sentiment merveilleux » déclare Mlle Z, qui reçoit l'aide du programme de l'OIM.

Andy Bruce convient que le projet vise avant tout à offrir aux femmes une seconde chance : « Il s'agit de multiplier leurs possibilités d'emplois, de leur donner des compétences pour qu'elles puissent migrer en sécurité à la recherche de travail, en courant moins le risque d'être victime de trafiquants ou de tomber à nouveau dans les griffes de passeurs » conclut-il. ●

Elena et quelques-unes de ses nouvelles amies aux États-Unis, où elle est en traitement. Son visage est caché pour protéger son identité. (2005)



LE SUPPLICE D' ELENA — Histoire d'une victime de la traite

Lilia Cojocar, OIM Chisinau

« Il était cinq heures du matin. Ils se sont saoulés et se sont endormis. Moi, j'ai été au balcon et j'ai compris que je pouvais m'enfuir » se rappelle Elena, une jeune Moldove de 19 ans, séquestrée et réduite à la prostitution, qui a risqué sa vie pour s'enfuir d'une tour à appartements en Turquie. « Entre le sixième et le cinquième étage, j'ai lâché prise et suis tombée dans le vide. Soudain, tout m'est apparu avec un halo blanc. »

Comme tant d'autres jeunes filles moldoves, Elena a dû quitter son pays en quête d'une vie meilleure. « J'avais 12 ans quand mon père est mort, ma mère était à la retraite avec une pension si maigre que nous ne pouvions survivre. J'ai cherché du travail dans une ville voisine, mais 2 dollars par jour ne suffisent pas pour vivre. Un

jour, une connaissance, qui vivait en Turquie, m'a proposé d'aller travailler à Istanbul. J'ai dit d'accord. »

Elle a travaillé comme assistante dans un magasin. Après quelques mois, elle est rentrée voir sa mère en Moldova, mais de retour à Istanbul sa place était prise et impossible de trouver un autre travail. Un jour, deux femmes de sa connaissance l'ont invitée à les accompagner avec leurs amis passer quelques jours à Antalya, haut lieu du tourisme turc.

« Une fois arrivées, elles m'ont dit qu'elles allaient faire des courses et m'ont laissée seule dans l'appartement avec deux hommes. Ils ont pris mon passeport et m'ont vendue à un autre type comme si j'étais une simple marchandise » se souvient-elle les larmes aux yeux.

Les 15 jours qui ont suivi, Elena a été forcée de se prostituer trois à quatre fois par jour. Désespérée, elle a décidé de s'échapper par le balcon du septième étage. Elle n'est arrivée que jusqu'à la fenêtre de l'appartement du dessous pour ensuite glisser littéralement vers la liberté. Sa chute lui a laissé de nombreuses blessures graves et surtout des lésions à la colonne vertébrale et au bassin.

Heureusement pour Elena, les personnes qui l'ont trouvée l'ont amenée dans un hôpital. Puis elle a été prise en charge par l'OIM dont les missions en Turquie et en Moldova ont organisé son retour au pays avec une escorte médicale.

« Elle est arrivée au centre de réadaptation de l'OIM à Chisinau, très atteinte physiquement et psychologiquement.

Elle ne pouvait plus du tout bouger. Elle avait l'air d'une enfant malgré ses 19 ans. Très maigre, elle ne pesait que 35 kilos pour son 1,70m » se souvient Viorel Gorceag, agent de soins à l'OIM de Chisinau.

Son cas n'est malheureusement pas rare. Il est fréquent que des victimes de la traite soient brutalisées après être tombées aux mains de trafiquants pour avoir tenté d'échapper aux conditions déplorables existant dans leur pays. Proxénètes et clients les maltraitent, et lorsqu'elles tentent de s'échapper, elles se blessent très souvent. De retour au pays, ces marques tant physiques que morales les suivent.

« Ce qui me fend le cœur, c'est ce qu'elles sont prêtes à endurer pour s'enfuir. J'ai vu de nombreuses femmes aux membres brisés ou ayant reçu des coups de couteaux après avoir fui cet enfer » déclare Martin Andreas Wyss, chef de mission de l'OIM en Moldova.

Lorsque Elena est arrivée au centre de réadaptation de l'OIM, elle était déprimée et n'avait plus envie de vivre. Elle ne voulait voir que sa mère. Six semaines plus tard, son état psychique, sinon physique, s'était sensiblement amélioré. Suffisamment en tout cas pour qu'elle retrouve l'envie de vivre.

C'est son esprit combatif qui a impressionné un groupe de députées américaines en visite au centre de l'OIM.

« Quand notre délégation du Congrès s'occupant de la traite des personnes aux fins d'exploitation sexuelle a vu Elena et entendu son histoire, nous avons toutes été émues. Nous savions qu'un traitement médical dans son pays n'aurait guère amélioré sa condition physique et nous avons donc décidé de l'aider. Je ne savais pas par où commencer. J'ai appelé un vieil ami, le docteur Pedro Nosnik qui m'a mise en contact avec les médecins de l'Institut des pathologies du dos au Texas » se souvient Kay Granger de Fort Worth, Texas. « L'histoire d'Elena me hantait ».

Aujourd'hui, la fondation texane de l'Institut, qui soigne Elena gratuite-

« Elle pense pouvoir à nouveau affronter le monde, et elle le peut. »

ment, a obtenu des résultats incroyables : elle peut bouger toutes ses extrémités et ses jambes semblent avoir recouvré leur force et leur mobilité.

Pour la thérapie physique, Elena a été envoyée dans un centre de soins pour le troisième âge proche de l'hôpital. C'était le seul endroit où la fondation pouvait l'héberger. Les responsables s'inquiétaient d'envoyer Elena vivre avec des personnes âgées, mais les résidents l'ont accueillie à bras ouverts.

« Je suis tellement heureuse d'avoir rencontré Elena, c'est quelqu'un de fantastique » nous dit Britney Cham-

bers, porte-parole de l'Institut texan des pathologies du dos. « Je n'arrive pas à croire qu'après être passée par tout cela, on puisse être souriante et positive comme Elena. Elle pense pouvoir à nouveau affronter le monde, et je le crois aussi ».

La députée Granger constate elle aussi le changement : « La première fois que j'ai vu Elena en Moldova, c'était une jeune femme sans beaucoup d'espoir. Aujourd'hui, elle se déplace bien à l'aide d'une canne et elle a foi dans l'avenir et dans une vie accomplie. Ses yeux brillent de joie, ce qui n'était pas le cas il y a à peine quelques mois » dit-elle.

« J'ai vu de nombreuses femmes aux membres brisés ou ayant reçu des coups de couteau. »

Elena récupère lentement mais sûrement. (2005)



« AUJOURD'HUI ELENA se déplace bien à l'aide d'une canne... »

« Avant d'être victime de la traite, j'avais entendu parler de ces dangers mais ça n'a servi à rien. Je ne pensais pas que je pourrais en être la victime. Cela ne pouvait pas m'arriver à moi, et pourtant... Que dire ? Que conseiller aux autres femmes ? Mieux vaut rester chez soi, même si ce n'est pas l'idéal ».

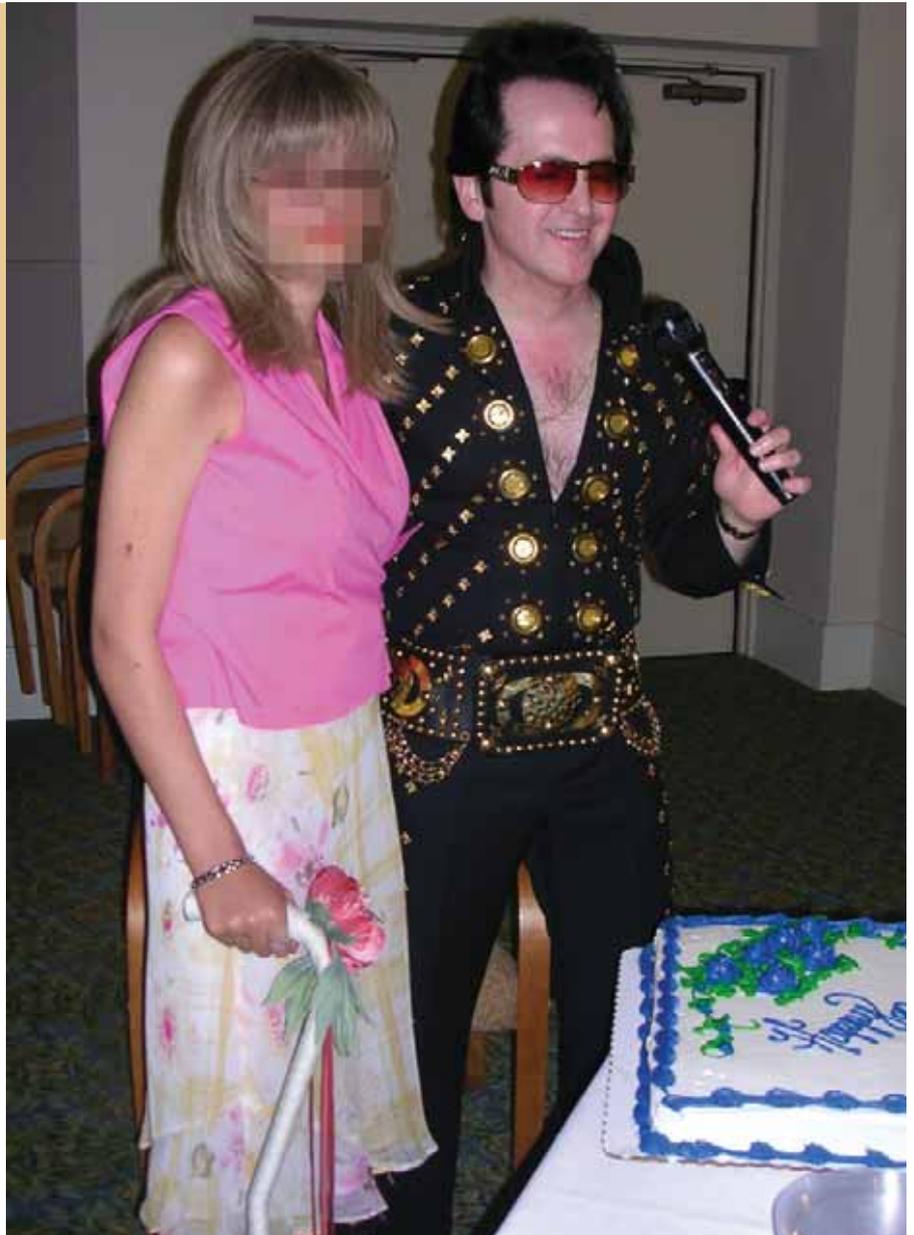
Elena est heureuse aux États-Unis, elle aimerait y rester, mais sa mère lui manque trop. Elle a l'intention de retourner en Moldova pour y commencer une nouvelle vie après une dernière opération, l'an prochain en avril.

« Je sais combien il est difficile de survivre en Moldova vu la situation économique du pays. Mais, malgré cela, je veux rentrer chez moi. Même si je me suis fait de nombreux amis ici, ma famille me manque. Il ne me sera pas facile de trouver un travail au début à cause de mon état physique, mais je reste optimiste ».

L'OIM continuera de suivre Elena dans sa réadaptation une fois rentrée en Moldova. Cuisinière de métier, elle ne pourra cependant pas choisir cette voie à cause de ses blessures. Mais, grâce au soutien de l'OIM, elle suivra des cours de formation professionnelle et trouvera un emploi.

Si elle veut monter une affaire, elle pourra demander, dans le cadre d'un autre programme de l'OIM en Moldova, un crédit pour la démarrer.

Mais Elena devra peut-être surmonter un autre obstacle de retour chez elle. Si les habitants de son village découvrent ce qui est arrivé, elle



Un moment de bonheur, l'anniversaire d'Elena fêté au centre pour le troisième âge.

sera ostracisée. Généralement, ce sont les victimes de la traite et non les trafiquants qui sont marqués par ce qui est arrivé et qui subissent l'opprobre. C'est pourquoi, même si Elena a voulu parler ouvertement de son histoire, nous n'avons pas dévoilé son identité.

Elle espère cependant que son histoire rendra d'autres femmes plus conscientes des risques qu'elles peuvent courir. ●

Le centre de réadaptation de l'OIM à Chisinau a ouvert ses portes en septembre 2001. C'est aujourd'hui le seul centre de ce type en Moldova. Il a pour mission de recueillir, de loger, de réadapter et de réinsérer les victimes de la traite ; elles y trouvent un refuge, des soins médicaux, un accompagnement psychologique et une assistance juridique, si elles le souhaitent.

UN APERÇU DE LA TRAITE DES personnes en Europe de l'Est

Wendy Lu McGill, OIM Kiev

Depuis 2000, l'OIM est venue en aide en Ukraine, en République de Moldova et au Bélarus à plus de 4000 victimes de la traite des personnes. Les chiffres exacts de ce genre de trafic ne sont pas connus. D'après l'OIM, seul un faible pourcentage des victimes reçoit actuellement une aide.

Au Bélarus en 2003, l'OIM a mené une campagne d'information sur la lutte contre la traite et sur les périls que courent les candidats à l'émigration mal informés.

Rien qu'en Moldova et en Ukraine, on dénombre quelque 10 pour cent de la population travaillant à l'étranger en toute illégalité. Ces migrants-là sont une proie toute désignée pour les trafiquants.

Dans cette région, les victimes assistées par l'OIM étaient originaires de 52 pays et provenaient de tous les continents, ce qui montre bien la nature vraiment mondiale de cette criminalité transfrontière.

Par ailleurs, la Russie et la Turquie sont les pays les plus problématiques – 33 pour cent de toutes les victimes que l'OIM a aidé à retourner en Ukraine, en Moldova ou au Bélarus se trouvaient dans l'un de ces deux pays. En Russie en particulier, la traite progresse à un rythme inquiétant; en 2004, les victimes de trafiquants russes ont représenté 20 pour cent de tous les dossiers traités. Cette année, ce chiffre est déjà de 80 pour cent – soit un changement inouï par rapport aux anciennes destinations de prédilection qu'étaient les États des Balkans.

L'exploitation sexuelle de jeunes filles ou de jeunes femmes ne cesse de progresser. De plus en plus, elles sont en butte à différentes formes d'asservissement, dont les plus fréquentes conjuguent travail forcé et maltraitance sexuelle. L'augmentation du nombre de victimes de sexe masculin a constitué en 2004 une tendance nouvelle : les hommes représentaient environ 14 pour cent des cas traités au centre de l'OIM à Kiev et 10 pour cent à celui de Minsk. À Chisinau, en revanche, ils représentaient seulement 1 pour cent des cas.

Pour affronter ce phénomène, les programmes de lutte contre la traite de l'OIM en Ukraine, en Moldova et au Bélarus visent trois domaines corrélés : la prévention, les poursuites pénales et la protection.

Criminaliser la traite des personnes et la poursuivre pénalement

Les permanences ouvertes pour lutter contre la traite aident les gens à prendre

de sages décisions avant d'émigrer – raison pour laquelle l'OIM les soutient en Ukraine, en Moldova et au Bélarus. De plus, l'OIM mène des campagnes d'information à grande et à petite échelle dans ces trois pays et s'efforce de trouver de nouveaux moyens pour susciter une prise de conscience du problème de la traite et prévenir celle-ci.

Poursuites et criminalisation

L'Ukraine, la Moldova et le Bélarus disposent de structures juridiques capables de faire appliquer la législation qui combat cette forme de criminalité internationale. L'Ukraine a été un des tout premiers pays au monde à ratifier une loi qui criminalise la traite des personnes ; ces trois pays ont récemment amélioré leur législation et multiplié leurs capacités d'intervention face à ce type de trafic.

En mars de cette année, la brigade de lutte contre la traite d'Ukraine a été rattachée à un service du ministère de l'Intérieur et elle a vu doubler le nombre de ses agents, qui sont passés à 400. En mai 2005, des représentants du ministère de l'Intérieur du Bélarus ont été affectés aux ambassades en Lituanie, Pologne, Fédération de Russie et Ukraine pour renforcer les capacités d'intervention et de lutte contre la traite dans ces pays.

L'OIM a aidé à faire appliquer la législation et elle a assisté les instances judiciaires en offrant des formations, en favorisant les visites aux réseaux d'autres pays, en assurant une assistance technique et en accueillant des conférences internationales.

Les conférences internationales sur la coopération en matière d'application de la législation comptent parmi les initiatives régionales les plus marquantes; elles ont eu lieu à Minsk, Kiev et Chisinau respectivement en 2003, 2004 et 2005. Des responsables de l'ordre de plus de quarante pays se sont retrouvés pour traiter d'initiatives pratiques, de problèmes de coopération judiciaire et opérationnelle, et pour élaborer des recommandations visant divers aspects de la traite, dont les formes d'exploitation autres que sexuelles et le trafic d'organes.

Protection et réintégration

Les programmes d'aide à la réintégration que l'OIM offre aux victimes de la traite en Ukraine, en Moldova et au Bélarus sont parmi les plus complets du monde. Cette assistance englobe des soins médicaux, un encadrement psychologique et juridique, des aides au logement, des allocations familiales et des bourses de formation.

En Ukraine et en Moldova, l'OIM dispose de centres de réadaptation médicale, et elle en ouvrira un autre au Bélarus l'an prochain. L'Organisation offre et finance également une assistance médicale et psychologique, si nécessaire, là où résident les victimes; en outre, dans la région, elles peuvent, si besoin est, recevoir un financement de l'OIM pour se mettre à l'abri.

Un terrain de jeu et une crèche seront ouverts au centre de réadaptation de Kiev, au début de l'année prochaine, pour les enfants des victimes de la traite, enfants qui souvent ont aussi fait l'objet d'un trafic. En Ukraine, par exemple, 37 pour cent des personnes assistées par l'OIM ont des enfants. En Moldova, le centre de l'OIM abrite déjà une aile consacrée aux enfants.

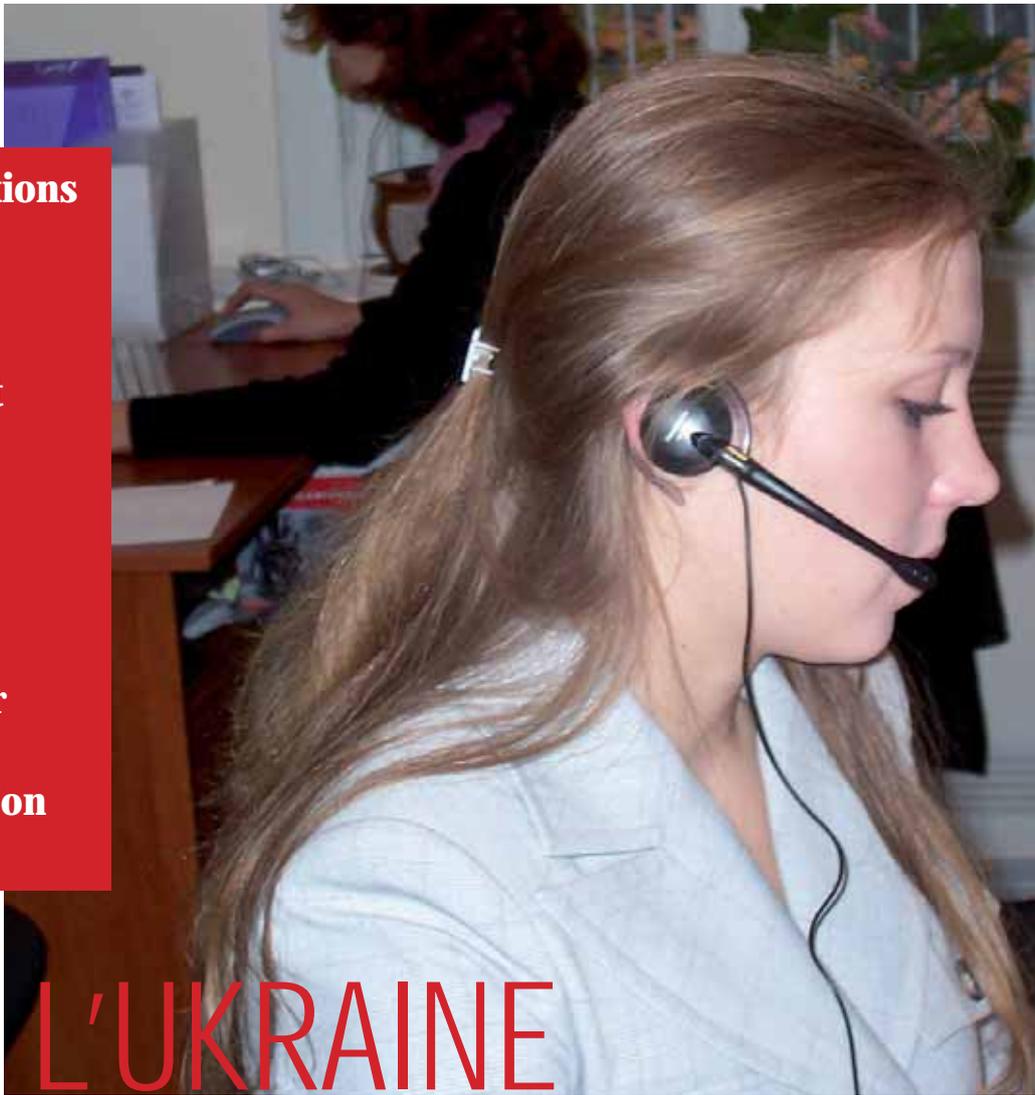
Les systèmes d'orientation, de réintégration et de suivi mis en place par l'OIM et les ONG partenaires sont particulièrement bien développés en Ukraine où ils ont donné des résultats appréciables à ce jour. Dans ce pays, 65 pour cent des victimes assistées en 2002 ont trouvé un emploi et 8 pour cent d'entre elles ont entamé des études supérieures; en 2003, le taux de personnes employées est passé à 81 pour cent et celui des personnes ayant entamé des études de deuxième ou de troisième cycle à 7 pour cent.

En Ukraine et en Moldova, l'OIM propose également une formation à la micro-entreprise ou des bourses. Plus de 60 femmes, hommes et membres de leurs familles ont monté une affaire dans des domaines aussi divers que la coiffure, la fabrication artisanale de mets simples ou l'enseignement des mathématiques. ●



Une opératrice du CCM à la permanence téléphonique, un vendredi après-midi très chargé. (Photo: © Wendy Lu McGill / OIM, 2005)

« Selon certaines estimations de 2 à 7 millions des 47 millions d'Ukrainiens vivent, et selon toute vraisemblance travaillent à l'étranger. Face à un tel exode motivé par la recherche d'un travail ou d'une formation, des informations précises sont indispensables pour permettre de prendre de bonnes décisions lorsqu'on envisage d'émigrer. »



QUITTER L'UKRAINE pour émigrer légalement et en toute sécurité

Wendy Lu McGill, OIM Kiev

Être insuffisamment informé peut avoir de graves conséquences. Les migrants peuvent soit être victimes de trafiquants d'êtres humains, attirés par des promesses de travail mensongères, soit ne trouver qu'un travail mal payé à exercer dans des conditions déplorables. Dans ce pays, la traite des personnes est un vrai problème. Des hommes, des femmes et des enfants d'Ukraine font l'objet d'un trafic de ce genre vers l'Europe, la Russie ou le Moyen-Orient à des fins d'exploitation sexuelles ou de travail forcé ; par ailleurs, la traite à l'intérieur des frontières du pays augmente elle aussi. On estime qu'un Ukrainien sur dix connaît dans sa communauté quelqu'un qui a fait l'objet d'un trafic.

« Comment savoir si cette offre est légitime et s'il existe vraiment dans le bâtiment, en Espagne, des emp-

lois bien payés ? » demande Sergey, licencié universitaire au chômage, à un consultant du centre de conseil aux migrants (CCM) que finance la Communauté européenne à Kiev, capitale du pays. L'OIM a créé, en partenariat avec des organisations non gouvernementales, cinq CCM dans le pays pour informer les Ukrainiens et les aider à prendre des décisions fondées s'agissant des possibilités de départ à l'étranger.

Sergey s'est rendu au CCM, installé dans une grande artère au centre de Kiev, pour se renseigner sur l'agence de recrutement qui lui propose de travailler dans le bâtiment en Espagne.

Oleg, un des deux consultants employés par l'organisation non gouvernementale Regional Initiative Fund, qui gère le centre et donne des conseils individuels, explique à

Sergey que les agences qui proposent un emploi à l'étranger doivent être reconnues par le ministère ukrainien du Travail. Sergey devra également obtenir un visa pour pouvoir travailler à l'étranger, et Oleg lui recommande de demander davantage d'informations sur le visa à l'ambassade d'Espagne, et d'y vérifier que 500 euros mensuels sont une offre de salaire réaliste.

L'Ukraine étant un pays source s'agissant de la traite des personnes, il faut également obtenir des informations sur les risques qu'elle présente, surtout dans le cas de travailleurs sans statut juridique reconnu.

La grande majorité des victimes de ce genre de trafic, hommes compris, sont des travailleurs migrants irréguliers, grandement exposés aux intimidations des trafiquants.

Oleg demande également à Sergey s'il a déjà travaillé dans le bâtiment et s'il se sent capable de supporter la pénibilité physique de ce travail.

Sergey, qui a mentionné dans son curriculum divers emplois de bureau, répond qu'il devra s'habituer à ce nouveau type de travail.

« Il me faut gagner de l'argent pour ma famille. Si je pouvais trouver un emploi avec un tel salaire sur place, je ne bougerais pas », explique Sergey. « Jusqu'à présent, la majorité des demandeurs ont été des hommes, dans la trentaine, qui veulent gagner davantage pour soutenir leur famille ; ils sont nombreux à avoir déjà travaillé à l'étranger, surtout dans les pays de l'ex-Union soviétique » dit Oleg.

Le centre, qui a ouvert ses portes en septembre 2005, n'a fait initialement que peu de publicité dans les journaux, s'en remettant au bouche à oreille. Néanmoins, il recevait déjà en octobre quatre à cinq personnes par jour pour des consultations et sa permanence téléphonique répondait chaque jour à une dizaine d'appels.

Les autres CCM de Lviv, Kharkiv, Ternopil et Odessa, gérés respectivement par les ONG Western-Ukrainian Resource Centre, Caritas Kharkiv, Revival of the Nation et par le centre des jeunes juristes du sud de l'Ukraine, ont agi de la même façon. Le personnel des cinq centres a été formé par l'OIM de concert avec les ambassades des États-Unis, du Canada et d'États membres de l'Union européenne, ainsi qu'avec le ministère des Affaires étrangères, le ministère du Travail et de la Politique sociale, la commission d'État pour les Nationalités et la Migration et l'agence nationale pour l'Emploi.

« Si je n'arrive pas à répondre aux questions en cinq minutes, si l'interlocuteur pose des questions plus complexes, ou s'il faut faire des recherches pour y répondre, nous demandons à notre interlocuteur de venir au bureau pour une consultation personnelle » dit Lena, consultante du CCM, titulaire d'un diplôme de droit international.

Chaque fois que quelqu'un entre au CCM, on lui demande de remplir un questionnaire personnel et d'indiquer, par exemple, son sexe, son âge et le type de conseil recherché. Ces renseignements aident à mieux connaître notre public cible et ils permettent

« Si je pouvais trouver un tel travail ici, je ne bougerais pas ».



Lena accueille un visiteur. (Photo: © Wendy Lu McGill / OIM, 2005)

aussi à l'OIM de jauger les migrants potentiels.

Le jour où Sergey s'est rendu au centre de Kiev, Anna, une jeune femme de 22 ans y était venue se renseigner sur une société qui proposait son aide pour trouver un travail au pair aux États-Unis.

Fraîchement diplômée de l'université, Anna souhaite améliorer son anglais et vivre quelque temps aux États-Unis. Travailler au pair lui permettrait d'atteindre son but et de gagner en même temps un peu d'argent.

Toutefois, elle déclare à Lena qu'elle connaît des gens qui se sont rendus à l'étranger et y ont été dupés ou forcés à travailler dans de très mauvaises conditions pour peu d'argent, voire pas du tout. « Je veux être sûre que cela ne m'arrivera pas » ajoute Anna.

Comme Sergey, Anna se voit conseiller d'aller à l'ambassade des États-Unis, à Kiev, pour vérifier cette offre et s'assurer qu'elle aura légalement le droit de travailler.

Le conseil est judicieux et Anna dit qu'elle se rendra à l'ambassade, quitte à revenir au CCM pour obtenir un complément d'information sur ce

travail avant de prendre une décision définitive.

C'est ce que veulent entendre l'OIM et les CCM. Ces centres constituent à la fois une ressource importante pour les Ukrainiens qui envisagent de partir à l'étranger et un moyen de pallier le manque d'informations. On y donne des renseignements impartiaux et fiables sur la migration, et à mesure que de plus en plus d'Ukrainiens ont accès à ces informations, plus de personnes sauront comment profiter en toute légalité et en toute sécurité des occasions de travail qui se présentent à l'étranger.

Le potentiel des CCM n'est pas passé inaperçu. La République tchèque a choisi la formule des centres de conseil aux migrants de l'OIM pour donner des renseignements sur un programme visant à attirer et embaucher des travailleurs qualifiés, et elle propose aux Ukrainiens qualifiés un permis de résidence permanent après plus de deux ans et demi de travail en République tchèque.

Quant à ceux qui ne trouvent pas ce qu'ils cherchent dans ces centres, le personnel qui y travaille les aidera peut-être à gagner de l'argent, pour eux et leur famille, sans quitter le pays. ●

Le bureau régional de l'OIM à Washington couvre l'Amérique du Nord et les Caraïbes et l'Organisation dispose également de bureaux ou assure une présence aux Bahamas, à Cuba, en République Dominicaine, en Haïti et en Jamaïque.

En septembre 2005, la représentante régionale de l'OIM, Frances Sullivan, s'est rendue à Port of Spain pour y rencontrer des responsables gouvernementaux de Trinidad et Tobago, et notamment le ministre de la Sûreté nationale, des responsables du ministère de la Justice, et le ministre des Affaires étrangères en vue d'examiner une éventuelle présence de l'OIM dans le pays et d'appuyer les efforts des pouvoirs publics tendant à mieux gérer la migration. Le gouvernement a donné une suite positive à cette démarche, et l'OIM ouvrira, au début 2006, un bureau à Trinidad et Tobago, qui mettra en œuvre les programmes de coopération technique au titre de la gestion migratoire et de la sécurité des frontières.

Niurka Piñero, OIM Washington



LA MIGRATION dans les Caraïbes

Les îles des Caraïbes forment un arc de cercle qui s'étend de l'est de l'État de Floride aux États-Unis jusqu'à la côte nord de l'Amérique latine. Elles varient en taille de 110.860 km² (Cuba) à quelques hectares.

Les Caraïbes incluent grosso modo seize États indépendants et douze territoires dont la population varie entre 12.000 habitants à Anguilla et 11 millions à Cuba.

La grande fluidité des mouvements de personnes à l'intérieur de la région est une de ses caractéristiques, tout comme un important transit de migrants non originaires des Caraïbes. Le manque de possibilités économiques, associé à des mouvements migratoires typiques et, parfois, à un respect insuffisant des droits de l'homme ou à une gouvernance instable, sont autant de moteurs puissants à l'origine des déplacements de la population caribéenne, tant à l'intérieur de la région que vers l'étranger. En outre, la proximité des États-Unis et le fait que les capacités institutionnelles des gouvernements hôtes sont fréquemment insuffisantes pour endiguer la migration irrégulière concourent à faire des Caraïbes une région de transit pour les migrants étrangers en route vers le nord.¹

Le rapport de l'OIM, *World Migration 2005*, affirme que la région des Caraïbes est une de celles qui enregistrent les taux d'émigration les plus élevés au monde (entre 1995 et 2000 quelque 72.000 personnes ont émigré chaque année). La migration intrarégionale est considérable. Cela se vérifie par exemple entre Haïti et la République Dominicaine. Les États-Unis comptent 2.879.000 migrants d'origine caribéenne sur leur territoire, soit 9,6 pour cent de la population d'origine étrangère selon le recensement fait dans le pays en 2000. Les migrants continuent d'affluer aux États-Unis, même s'ils n'ont été que 96.380 en 2002 contre 103.550 en 2003.

Les mouvements intrarégionaux sont moindres ; ils représentent quelque 10 pour cent de la migration globale. Haïti, la République Dominicaine, Guyana et la Jamaïque sont les principaux pays sources vers les autres destinations caribéennes ; en revanche, les Bahamas, les îles Vierges (britanniques et européennes), les îles Turques et Caïques sont les principaux pays ou territoires récepteurs.

Les Bahamas et les îles Turques et Caïques illustrent bien la situation s'agissant des problèmes que posent les flux migratoires : il y a aux Bahamas de

40.000 à 50.000 Haïtiens, ou descendants de Haïtiens, et ils sont environ 10.000 aux îles Turques et Caïques.

« Archipel d'une superficie totale de 8.600 km² qui s'étend sur plus de 260.000 km² d'océan, les Bahamas sont de toutes les îles des Caraïbes celles qui affrontent le plus formidable des défis en matière de gestion migratoire – notamment parce que, pendant des siècles, elles ont accueilli des flux de migrants en provenance de Haïti » déclare Gerry Pascua, chef de projet de l'OIM aux Bahamas jusqu'il y a peu.

« Pour certaines îles, les quelques recherches faites sur la migration confirment que les gens partent avant tout pour des motifs d'ordre économique, ils veulent une vie meilleure. C'est le cas aux Bahamas où les migrants de Haïti ont offert une source de main-d'œuvre facile ; toutefois, ils ont amené les autorités à repenser leurs politiques et stratégies migratoires pour gérer d'importantes populations issues de la migration. De toute façon, au fil des ans, les migrants haïtiens ont influé considérablement sur les traditions et le développement du pays » ajoute-t-il.

Quels que soient les apports positifs des migrants, leur présence même en

¹ "Migration management challenges in the Caribbean" par Berta Fernández et Gerry Pascua de l'OIM, un chapitre de la prochaine publication: *Intra-Regional Migration and Preventing Conflict in the Greater Caribbean*.

petit nombre – surtout s'ils sont de traditions linguistiques et culturelles distinctes – peut avoir des effets démesurés dans les pays hôtes aux ressources et aux capacités souvent limitées.

Elizabeth Thomas-Hope de l'université des Antilles déclare : « Dans la plupart des sociétés caribéennes, émigrer est toujours la seule façon d'échapper aux conditions du pays où on est né. Conditions qui varient : il peut s'agir de petites déceptions, d'une situation d'insécurité mineure ou encore de difficultés ou d'atteintes majeures aux droits de l'homme. En plus, comme il existe déjà des communautés de « migrants » là où se rendent les nouveaux venus, elles sont un élément de réunification. »²

À Tobago, lors d'un récent séminaire OIM/HCR sur les flux migratoires mixtes dans les Caraïbes, Carol Charlton, responsable de la division de l'immigration et des passeports en Jamaïque, a expliqué aux participants que « dans une île, la protection des frontières est essentielle. L'industrie du voyage est importante pour l'économie jamaïcaine et le secteur touristique cherche à attirer le plus grand nombre de visiteurs possible ; pour nous, service de contrôle des frontières, la difficulté consiste à distinguer le vrai voyageur de ceux aux intentions moins honnêtes, et à protéger les personnes vulnérables. »

En Jamaïque, dans les aéroports et les ports internationaux, le nouveau système automatisé de contrôle des entrées et des sorties, installé en collaboration avec l'OIM, facilite l'échange d'informations et le travail en réseau ; il comporte également d'utiles moyens de surveillance.

Nafeesa Mohammed, conseiller juridique au ministère de la Justice de Trinidad et Tobago, a expliqué, lors du séminaire OIM/HCR, que « les Caraïbes doivent s'occuper des questions de gestion du contrôle des frontières, de stabilité sociale et de sécurité nationale ainsi que des coûts liés au maintien ou à l'expulsion des personnes. Les efforts en matière de gestion des frontières et de contrôle des mouvements irréguliers de personnes doivent s'inscrire dans un contexte de respect des droits de l'homme. »

Dans sa communication, Mme Thomas-Hope estime « évident qu'il faut

formuler d'urgence des mesures visant à la fois à gérer à court terme la migration irrégulière grâce à de nouvelles restrictions et des actions de police, et accorder la priorité à des politiques qui offrent des solutions durables aux problèmes posés par les mouvements migratoires. »

Selon Mohammed, pour le gouvernement, les questions de migration à traiter au plus vite sont : « la nature archaïque de la législation, et particulièrement de la loi sur l'immigration. La mondialisation met les problèmes de migration au premier plan. Le peu de contrôle aux frontières, la traite des personnes et la fuite des cerveaux ne sont que quelques-uns des aspects de la migration. Notre système juridique sanctionne surtout les victimes, il est donc urgent de moderniser les lois et les systèmes d'immigration. L'OIM peut être d'une grande assistance grâce à des programmes de recherche portant sur la nature et l'étendue des flux migratoires à destination, au départ, et à l'intérieur de nos îles. Il faut sensibiliser tant les autorités que la population aux questions de migration, former les responsables et aider à mettre en place des systèmes modernes capables de faire face aux défis de la migration. »

Les catastrophes naturelles à répétition, provoquées par des ouragans, des inondations ou des éruptions volcaniques, posent aussi de gros problèmes à ces gouvernements aux ressources limitées.

Le VIH/SIDA est également une source de graves problèmes dans les Caraïbes, deuxième région du monde la plus touchée par le virus. Les taux d'infection varient fortement selon le pays. Pour la région prise dans son ensemble, le taux de prévalence moyen est de 2,3 pour cent. Comme partout, les jeunes filles et les jeunes femmes sont de plus en plus exposées aux risques de contracter le VIH. Selon l'ONUSIDA, 49 pour cent des adultes atteints dans la région sont des femmes, et les jeunes femmes entre 15 et 24 ans sont deux fois plus susceptibles de contracter le virus que les jeunes gens.

Pascua évoque encore un autre facteur. « Suivant le type de loi régissant la citoyenneté, il existe dans la région un autre problème de gestion des migrants : celui de savoir comment traiter et intégrer les enfants nés hors

du pays d'origine de leurs parents et qui n'ont pas droit à la nationalité du pays où ils sont nés. Par, ailleurs, il faut aussi traiter de questions relatives aux droits de l'homme, à l'identité personnelle et au statut d'apatride pour pouvoir intégrer ces personnes dans la société. »

La représentante régionale de l'OIM pour l'Amérique du Nord et les Caraïbes, Frances Sullivan, affirme que les séminaires OIM/HCR, tenus chaque année depuis 2002, sont nécessaires pour amener les gouvernements à débattre ensemble de ces questions de migration cruciales. « Dans le domaine de la gestion migratoire, les États doivent coopérer davantage – notamment pour collecter des données précises et partager l'information – et passer des accords bilatéraux et multilatéraux. Le CSME (marché et économie unique des Caraïbes), caractérisé par la libre circulation des marchandises, des services et des personnes, obligera les gouvernements à concevoir et à mettre en place collégialement des politiques d'aménagement des réalités migratoires du XXI^e siècle. »

Rhonda Maingot, une des fondatrices de Living Water Community, une communauté laïque charismatique de Trinidad, chargée honoraire des liaisons avec le HCR, a évoqué devant les autorités caribéennes participant au séminaire OIM/HCR le sort des migrants détenus ou luttant pour repartir dans la vie.

Elle a raconté l'histoire émouvante d'une des migrantes qu'assiste sa communauté : « Ce matin, au réveil, j'ai regardé par la fenêtre le soleil se lever sur cette magnifique île de Tobago. Et je n'ai pu m'empêcher de penser à Christine. Je me suis demandée comment elle allait aujourd'hui. En cas de pluie, elle et son nourrisson seraient trempés dans leur minuscule logement, mais si le soleil brillait, elle devrait le quitter, le toit de tôle le transformant aussitôt en fournaise. »

Maingot souligne combien il importe que le séminaire trouve une application pratique : « Nous sommes assis à longueur de journée derrière nos bureaux et nous nous nous réjouissons de l'utilité des entretiens que nous menons. C'est aux décideurs qu'il appartient de prendre des mesures concrètes et de savoir faire preuve de compassion ». ●

² *Irregular Migration and Asylum Seekers in the Caribbean*, par Elizabeth Thomas-Hope, University of the West Indies, juin 2003.

NOUVELLES PARUTIONS !

International Migration Law N°5 – Biometrics and International Migration



Cet ouvrage traite des effets, sur la gestion des migrations, de l'application toujours plus fréquente de la biométrie et de ses incidences sur les droits individuels. Il évoque les aspects juridiques de la mise en œuvre des techniques biométriques, avec pour point de départ les intérêts sécuritaires de l'État et les droits de l'individu qui ne doivent, ni ne devraient s'exclure mutuellement.

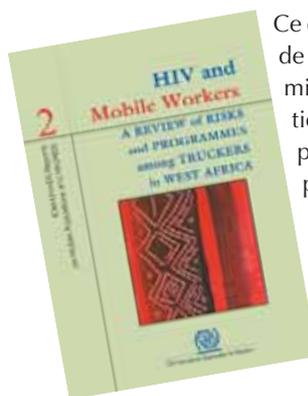
La première partie aborde les systèmes existants, ceux utilisés pour gérer la migration, et leur fonctionnement. La deuxième partie examine le surcroît de sécurité qu'offrent ces techniques pour la gestion migratoire et l'évolution de leur utilisation par suite des événements du 11 septembre. La troisième partie examine dans le domaine de la gestion des migrations les effets de la biométrie sur la sphère privée et la liberté de mouvement en toute légalité.

Cette publication montre que des structures nationales et internationales sont de plus en plus nécessaires pour régir l'utilisation des techniques biométriques dans le contexte migratoire sécuritaire. Elle propose également différents domaines auxquels ces cadres pourraient s'appliquer.

2005/reliure souple – 34 pages
ISSN 1813-2278
\$ EU 10.00

A Review of Risks and Programmes among Truckers in West Africa

Ce second volume, rédigé par l'OIM et le Joint United National Programme on HIV/AIDS, examine les risques liés au VIH encourus par les camionneurs – travailleurs sans cesse en déplacement pour des motifs professionnels – ainsi que les programmes élaborés à leur intention. Il traite de ces questions pour l'Afrique de l'Ouest et évoque parfois la situation en Asie du Sud lorsqu'il existe des analogies entre les deux régions.



Ce document répertorie les conditions de vie et de travail qui exposent les camionneurs au VIH et à d'autres infections sexuellement transmissibles. Il présente également des exemples de programmes visant à provoquer un changement de comportement chez ces travailleurs et contient des recommandations en matière de recherche et de stratégies de programme.

2005/Reliure souple – 48 pages
ISSN 1728-0788

MIGRATIONS sera bientôt disponible en version électronique

Veuillez nous faire savoir quelle version de [Migrations](#) vous souhaitez recevoir

Nom : _____

Je souhaite recevoir [Migrations](#) sous forme électronique (PDF).

Veuillez me faire parvenir cette publication à l'adresse suivante _____

Je souhaite continuer à recevoir [Migrations](#) en version imprimée à l'adresse suivante :

Veuillez retourner ce formulaire à :

Publications Unit, Organisation internationale pour les migrations, 17 route des Morillons, C.P. 71, CH-1211 Genève 19, Suisse
ou à : publications@iom.int